

Résonances

Lettre d'information



Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources Politique de la Ville ouest francilien

39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Cycle Jeunesse et violences : retour sur le webinaire du 28 mai, 10h-11h30 >

POLICE, VIOLENCE ET JEUNESSE POPULAIRE

Initié par le Pôle ressources en septembre dernier, le cycle de webinaires « jeunesse et violences » s'est poursuivi, avec une cinquième rencontre autour des liens entre « police, violence et jeunesse populaire ». Ce nouveau webinaire visait plus particulièrement à apporter des clés de compréhension des processus à l'œuvre dans les phénomènes de violences, d'émeutes ou de révoltes urbaines qui se sont succédés au cœur des "quartiers populaires", depuis la fin des années 1970 à nos jours. Pour ce faire, l'intervention de Michel Kokoreff, professeur des universités en sociologie à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et chercheur au centre de recherches et d'études sociologiques et politiques de Paris, expert en sociologie de la police, a proposé une lecture sociohistorique de ces violences. L'ensemble du cycle de webinaires donnera lieu à une publication, à paraître au second semestre 2026.

www.lepoleressources.fr/actions/police-violence-et-jeunesse-populaire/

< Séminaire départemental des Cités éducatives valdoisiennes, 4 juin, 9h-16h, Argenteuil >

UN TROISIÈME TEMPS FORT POUR LES CITÉS ÉDUCATIVES DU VAL D'OISE

La préfecture du Val d'Oise et la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) sont engagées, avec l'appui du Pôle ressources, dans une démarche d'animation de réseau départemental à destination des acteur·rices des Cités éducatives du Val d'Oise. Un troisième temps fort est programmé cette année, au cours duquel les troikas et leurs partenaires sont convié·es dans une triple optique : mettre en lumière et essaimer des pratiques inspirantes déployées dans les territoires ; entretenir la dynamique d'interconnaissance et de réseautage à l'échelle départementale ; favoriser les échanges et la coconstruction au service de leurs alliances éducatives respectives. La journée sera découpée en deux temps, avec une matinée élargie aux partenaires des Cités éducatives, qui participeront à des ateliers thématiques de réflexions collaboratives, et un après-midi dédié aux membres des troikas, qui reviendront sur les attentes et le rôle de chacun·e dans la mise en œuvre de cette alliance éducative dans les territoires.

Contact : Mélanie Héroux, melanie.heroux@lepoleressources.fr

< Rencontre interdépartementale des Cités éducatives du nord et de l'ouest francilien (78, 92, 93, 95), 2 juillet, 9h30-16h, Nanterre >

CROISEMENT DE REGARDS SUR L'IMPACT SOCIAL DES CITÉS ÉDUCATIVES

Le Pôle ressources s'associe à Profession Banlieue, centre de ressources politique de la ville de Seine-Saint-Denis, pour proposer une rencontre interdépartementale aux acteur·rices des Cités éducatives de leurs territoires respectifs. Cette journée sera ainsi l'occasion d'échanger autour de l'impact social des Cités éducatives, en revenant notamment sur les questions de coopération et d'alliance interacteur·rices, sur les effets de cette dernière sur la relation aux parents et aux jeunes et sur l'accompagnement des publics et de leurs parcours. Après une matinée visant à recontextualiser l'alliance éducative et son fonctionnement au sein des différents territoires présents, l'après-midi se poursuivra avec des ateliers conduisant les participant·es à se projeter sur des pratiques et méthodes à déployer pour renforcer les dynamiques à l'œuvre. Jean-Marc Berthet, sociologue et maître de conférences à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, partagera son expertise tout au long de la journée sur les sujets abordés, dans une logique de "compagnonnage", en complément des échanges de pratiques des participant·es.

www.lepoleressources.fr/actions/croisement-de-regards-sur-limpact-social-des-cites-educatives/

< Séminaires départementaux des CTG du Val d'Oise et des Yvelines, 11 juin, 9h-17h, Cergy et 30 juin, 9h-12h et 14h-16h, Versailles >

DES TEMPS DE RÉSEAU ÉLARGIS POUR FÉDÉRER AUTOUR DES CONVENTIONS TERRITORIALES GLOBALES

Le Pôle ressources accompagne les Caf du Val d'Oise et des Yvelines dans l'animation de leurs réseaux d'acteur·rices en charge du déploiement des Conventions territoriales globales (CTG). Dans ce cadre, deux temps forts départementaux seront à l'honneur en juin, afin de mettre en lumière la dynamique partenariale et transversale portée par les technicien·nes et les élu·es dans la mise en œuvre des CTG. Dans le Val d'Oise, professionnel·les et élu·es sont invité·es à partager un moment fédérateur et convivial autour d'une matinée dédiée à la participation des habitant·es. L'après-midi sera consacré à un temps participatif du réseau des CTG valdoisiennes. Dans les Yvelines, des binômes chargé·es de coopération / élu·es sont attendus sur une demi-journée, afin de recontextualiser les CTG et de donner à voir l'importance du rôle de chacun·e dans cette dynamique, à travers un format interactif et participatif alternant retours d'expériences et échanges entre les participant·es.

www.lepoleressources.fr/actions/des-temps-de-reseau-pour-federer-autour-des-ctg/

National / Régional

Renouvellement urbain

LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA POURSUITE DU RENOUVELLEMENT URBAIN APRÈS 2030

À la suite de la mission de préfiguration d'un troisième programme de renouvellement urbain, lancée à l'occasion des dernières journées nationales de l'ANRU en juin 2025, le Premier ministre a annoncé, le 23 avril, le lancement d'un nouveau programme national de rénovation urbaine pour la période 2030-2040. L'ambition est d'entériner, d'ici l'été, à travers d'un projet de loi logement, un renouvellement qui consacre la pertinence d'une action concertée entre les bailleurs sociaux, les collectivités locales et l'État au bénéfice du cadre de vie des habitant·es. Pour cette édition, 150 quartiers seront concernés, avec la volonté que 20% des projets impliquent des quartiers de "villes moyennes", alors que le programme était jusque là centré sur les quartiers prioritaires. Alors que l'appel à projets doit être lancé courant mai, pour une sélection des lauréats à l'automne, quelques priorités d'action se dégagent. L'Union sociale pour l'habitat, par le biais de son communiqué de presse, appuie sur l'opportunité de se saisir du programme afin d'améliorer durablement le cadre de vie, d'accompagner l'adaptation des quartiers au changement climatique, de lutter contre les effets de ségrégation et de renforcer la concertation avec les habitant·es et acteur·rices locaux·les. De son côté, l'État plaide pour se saisir du programme, afin de traiter, dans la durée, les problématiques liées au narcotrafic.

<https://www.anru.fr/la-docutheque/annonce-par-le-premier-ministre-et-le-ministre-du-logement-et-de-la-ville-dun>

Logement/Jeunesse

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES : " JEUNES ET LOGEMENT : DES TRAJECTOIRES SOUS TENSION "

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) organise, le 9 juin prochain à Paris, une journée d'études consacrée au logement des jeunes. Celle-ci, ponctuée d'analyses et d'échanges avec des sociologues, des acteur·rices et professionnel·les du secteur, abordera les conditions d'habitation et d'accès au logement des 18-30 ans. Au programme : des tables-rondes autour de thèmes comme les trajectoires

résidentielles des jeunes, les inégalités face au logement qu'elles révèlent ou encore des défis auxquels se confrontent les politiques publiques. Une présentation de l'exposition photo sur les foyers de jeunes travailleurs, par l'Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (Unhaj) sera également proposée lors de cette rencontre.

<https://injep.fr/evenement/jeunes-et-logement-des-trajectoires-sous-tension/>

En bref

- Circulaire relative aux nouvelles mesures d'incitation fiscale en faveur du développement des activités économiques dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, Ministère de la Ville et du Logement, avril 2026

www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45658

- De la défiance à la confiance : vers une nouvelle culture de la relation entre les forces de l'ordre et la population, Avis, Conseil national des villes (CNV), avril 2026

<https://anct.gouv.fr/ressources/publications/avis-cn-v-de-la-defiance-la-confiance-vers-une-nouvelle-culture-de-la>

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Île-de-France/Ouest francilien

LA CTRAD PUBLIE DES FICHES QPV ET MET À DISPOSITION LES DONNÉES ALLOCATAIRES DES CAF FRANCILIENNES

La CTRAD (cellule technique de réflexion et d'aide à la décision), bureau d'études des Caf franciliennes, met à disposition des données et produit des études issues de leurs statistiques ou d'enquêtes localisées sur la population allocataire. Afin d'accompagner le renouvellement de la géographie des QPV en 2024, la CTRAD publie, pour chaque département francilien, un ensemble de données de cadrage localisées à l'échelle de chacun des QPV de la région. Une fiche détaillée permet de couvrir plusieurs thématiques et de les comparer avec les valeurs observées au niveau communal : population d'allocataires, enfants à charge, prestations versées, situations des allocataires en termes de logement ou économiques... Chaque fiche est par ailleurs adossée à une cartographie des équipements d'action sociale situés dans ou à proximité du QPV. Un atlas par département est proposé, permettant notamment d'alimenter les travaux autour de l'observation et de l'évaluation intermédiaire des contrats engagements quartiers 2030. Pour exemples, dans les foyers des QPV du Val d'Oise, environ 51% des foyers perçoivent le RSA ou la prime d'activité, un niveau légèrement inférieur à la moyenne nationale des QPV (54%), tandis que dans les Hauts-de-Seine, 50% des foyers en QPV perçoivent le RSA ou la prime d'activité, et 52 % dans les Yvelines.

<https://ctrad.fr/publications>

Yvelines

DES CONCOURS D'ÉLOQUENCE DANS LE CADRE DES CITÉS ÉDUCATIVES DANS LES YVELINES

Dans les Yvelines, des concours d'éloquence sont organisés dans le cadre des Cités éducatives de plusieurs villes du territoire. Ces démarches visent à améliorer l'aisance à l'oral des élèves, la prise de parole en public, à renforcer la confiance en soi et, *in fine*, à appuyer la préparation de leurs examens oraux. Pour exemples, l'ensemble des élèves de troisième du collège Flora Tristan à Carrières-sous-Poissy, via un partenariat avec la Maison Émile Zola-Musée Dreyfus - qui propose des ateliers de prise de parole en public et d'éloquence -, a été impliqué dans l'exercice de l'art oratoire, jusqu'à une grande finale, en janvier dernier ; ou encore, "des rencontres éloquentes du Mantois", qui se déroulent depuis plusieurs années, a concerné en 2026 4 collèves, 2 lycées et 1 école élémentaire de la ville, avec une grande finale, qui a permis d'aborder des thématiques comme les droits des femmes, des enfants ou encore les questions géopolitiques.

Contact : Lydia Hugues, déléguée du préfet : lydia.hugues@yvelines.gouv.fr

Fiche expérience

Val d'Oise

UN DISPOSITIF POUR STRUCTURER ET HARMONISER L'OFFRE SPORT-SANTÉ SUR LE TERRITOIRE

À la suite des consultations du Conseil national de la refondation (CNR) en 2022 et d'un diagnostic territorial réalisé fin 2024, l'Agence régionale de santé (ARS) a initié un projet visant à mieux coordonner l'offre sport-santé à l'échelle du Val d'Oise.

La promotion de l'activité physique, un outil de santé publique...

Conformément à la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le "sport-santé" recouvre l'ensemble des activités physiques et sportives contribuant au bien-être et à la santé. Le Projet Territorial Sport-Santé (PTSS) du Val-d'Oise est ainsi né dans un contexte de mobilisation nationale en faveur de la promotion de l'activité physique comme levier de santé publique. *Ce projet est issu des consultations du CNR en 2022, au cours desquelles le sport-santé a été identifié comme un axe prioritaire*, précise Anaëlle Mansard, coordinatrice sport-santé du Val-d'Oise. Le diagnostic territorial mené en 2024 a toutefois mis en évidence plusieurs constats : une fragmentation des initiatives, une interconnaissance encore insuffisante entre les acteur·rices, ainsi qu'une diversité de pratiques au sein des huit Maisons Sport-Santé (MSS) du département. Celles-ci, outils d'égalité des chances et d'accès au droit à la santé par le sport, ont pour objectif de favoriser l'accès à une activité physique et sportive, à tous les âges de la vie. Pour répondre à ces enjeux, l'ARS a initié ce projet en copartage avec exÆquo, une association sociosportive qui œuvre pour rendre accessible le sport au plus grand nombre, en s'appuyant notamment sur l'expérimentation des projets territoriaux de santé mentale (PTSM) déployés les années précédentes. Quatre axes de travail structurent le projet : la communication et la visibilité des actions ; la mise en place d'outils de suivi communs et d'un annuaire partagé ; l'accompagnement des professionnel·les de santé vers la prescription d'APA - activité physique adaptée -, ainsi que la formation des éducateur·rices sportif·ves des clubs qui souhaitent aller vers le sport-santé et renforcer la connaissance de l'offre sur le territoire.

...Avec la mise en œuvre d'une coordination territoriale

La structuration et l'harmonisation de l'offre constituent les moteurs du projet. *L'objectif du PTSS consiste à créer un maillage territorial, pour que tous·tes les acteur·rices qui veulent faire du sport santé, que cela provienne d'une structure importante ou que cela soit une initiative locale plus modeste, puissent y accéder*, explique Anaëlle Mansard. Les actions du PTSS visent ainsi à renforcer la coordination territoriale et à fluidifier les parcours sport-santé. Dans cette perspective, l'ARS et exÆquo ont réuni l'ensemble des huit Maisons Sport-Santé du Val d'Oise, en début d'année, afin d'harmoniser les pratiques et de construire un discours commun. Des mises en relation opérationnelles ont également été engagées, afin de structurer des parcours cohérents et de renforcer l'interconnaissance entre les acteur·rices. Parmi ces initiatives : la mise en relation de la MSS d'Andilly avec le club de handball de Sannois-Saint-Gratien. Le club pourra ainsi proposer 3 séances de découverte aux patient·es ou bénéficiaires de la Maison Sport Santé. Celle-ci, proposera, en contrepartie, des formations sur la santé mentale, le bien-être et la façon de prendre soin de soi. Afin de formaliser les objectifs du PTSS, les quatre axes ont fait l'objet de groupes de travail, réunissant différent·es acteur·rices du territoire, comme le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) ou les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS). Ces groupes, organisés entre février et mars, ont permis d'approfondir les thématiques de l'orientation, de la prescription, du rôle des MSS et de la communication. Sur ce dernier point, une vidéo promotionnelle illustrant le parcours d'un·e bénéficiaire - du diagnostic à l'intégration dans un club sportif, en passant par l'orientation vers une MSS - a déjà été produite, afin d'améliorer la

lisibilité de l'offre. Ces travaux visent également à ajuster la démarche globale du projet et, le cas échéant, à faire évoluer ses axes structurants. Par ailleurs, l'équipe de coordination contribue à l'organisation d'un forum sport-santé, prévu en mai 2026, destiné à valoriser les initiatives locales et à consolider la dynamique départementale.

Les perspectives d'un projet collectif

Le PTSS s'inscrit dans une phase d'expérimentation de deux ans, qui s'étend jusqu'à fin 2026. À plus long terme, les acteur·ices du projet envisagent l'organisation d'un forum départemental, courant 2027, réunissant l'ensemble des parties prenantes. *Nous prévoyons de nous réunir en fin d'année pour préparer cet événement*, précise Anaëlle Mansard. Celui-ci va s'appuyer sur plusieurs dynamiques qui font sa force. Il repose notamment sur une forte implication collective, qui constitue l'un de ses principaux atouts. *L'engagement des acteur·rices, qui se sentent tous·tes concerné·es par le sport-santé, constitue un des principaux points positifs*, confirme Anaëlle Mansard. Cette mobilisation facilite les échanges, la mise en œuvre des actions et l'accompagnement des acteur·ices du sport santé sur le département. Les prochaines étapes porteront sur la consolidation des axes de travail, le suivi des collaborations locales, l'amélioration de la communication territoriale ainsi que la stabilisation des modalités d'orientation des personnes vers les Maisons Sport-Santé. La communication demeure l'un des enjeux majeurs du projet, comme la perception qu'ont les habitant·es des Maisons Sport-Santé. La fin de l'expérimentation permettra cependant, à l'aide des travaux menés durant les groupes de travail, d'identifier les actions à pérenniser et de poser les bases d'une dynamique territoriale à l'échelle du Val-d'Oise.

Contact : Anaëlle Mansard, amansard.exaequo@gmail.com

Ressources

< SÉRIE DOCUMENTAIRE >

QUARTIERS POPULAIRES : TENIR, LUTTER, TRANSMETTRE

Sur Radio France, la série documentaire "LSD, Quartiers populaires : tenir, lutter, transmettre", signée Nedjma Bouakra, relate, en quatre épisodes, la réalité sociale et politique des quartiers populaires en France. Elle parcourt différents territoires (Roubaix, Marseille...) pour en illustrer les luttes (contre les discriminations, pour l'égalité de traitement...) et les mémoires partagées. À travers des témoignages d'habitant·es, de militant·es et de chercheur·euses, elle raconte comment les habitant·es « tiennent », « luttent » et « transmettent », en donnant à voir la dimension vivante de ces quartiers, qui sont aussi des espaces d'action collective (à l'inverse des clichés souvent associés). Le premier épisode, qui prend place au quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, avec les sociologues Renaud Epstein et Jeanne Demoulin, revient par exemple sur les mobilisations habitantes face à un projet contesté de rénovation urbaine, et montre comment ces dernières ont construit des formes de résistance collective, notamment en élaborant un contre-projet d'urbanisme populaire.

www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-quartiers-populaires-tenir-lutter-transmettre



< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

• « 12 305 emplois disparus en un an : dans le secteur associatif, la grande saignée », Pierre Jequier-Zalc, Médiapart, 14 avril 2026
[Disponible au Pôle ressources]

• « Nous sommes face à un racisme de compétition, où l'enjeu va être de ramener les gens "à leur place" », Aina Abdallah, Le Bondy Blog, 14 avril 2026

<https://www.bondyblog.fr/politique/municipales-2026/nous-sommes-face-a-un-racisme-de-competition-ou-lenjeu-va-etre-de-ramener-les-gens-a-leur-place/>

• Et pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE >



TIERS-LIEUX. COMMENT LE CAPITALISME DOMESTIQUE SES DÉTRACTEURS

Coline Merlo (dir. publication), éd. Le Chiffon, avril 2026, 44 p

Les tiers-lieux sont devenus un des emblèmes du capitalisme des années 2020 : objets de prédation immobilière et de valorisation économique, lieux de récupération et de neutralisation des pratiques alternatives au monde marchand, espaces de domestication des imaginaires, etc. Si ces endroits se veulent porteurs d'inclusivité, de mixité, d'égalité, d'écologie et d'émancipation, pour nombre d'entre eux, il s'agit d'un vernis qui ne résiste guère à l'analyse. Ce petit livre regroupe les articles d'un dossier que la rédaction du Chiffon a consacré aux tiers-lieux d'Île-de-France, à leur histoire et à leur fonctionnement réels.

www.lechiffon.fr/bouts-de-chiffon

4^e de couv



LE LIVRE NOIR DU LOGEMENT. CE SCANDALE QUI NOUS CONCERNE TOUS

David d'Equainville, éd. Albin Michel, avril 2026, 208 p

Pourquoi des millions de Français n'ont-ils pas de toit digne de ce nom, dans un pays qui consacre plus de 600 milliards d'euros par an au logement ?

Pourquoi les files d'attente pour un HLM s'allongent-elles alors que des milliers de logements restent vacants ? Pourquoi les lois censées protéger les habitants créent-elles l'effet inverse ? Et comment des scandales absurdes - immeubles pollués, marchés truqués, passe-droits... - peuvent-ils se multiplier dans l'indifférence générale ? David d'Equainville lève ici le voile sur un système verrouillé, gangréné par l'entre-soi, la bureaucratie, les calculs électoraux et les intérêts économiques. Témoignages exclusifs, révélations, chiffres accablants... il démontre que la crise du logement n'est ni une fatalité politique ni une fatalité économique, mais le produit d'un dysfonctionnement politique majeur. [...] En France, le logement n'est plus un droit - c'est devenu un combat. Et le scandale ne fait que commencer.

www.albin-michel.fr/le-livre-noir-du-logement-9782226504838

4^e de couv